UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
FACULTÉ DE COMMUNICATION
DÉPARTEMENT DE COMMUNICATION SOCIALE ET PUBLIQUE

EXTRAIT du procès-verbal de la deux cent soixante-cinquième (265e) assemblée départementale ordinaire du DÉPARTEMENT DE COMMUNICATION SOCIALE ET PUBLIQUE de la Faculté de communication de l'Université du Québec à Montréal, tenue le jeudi 19 novembre 2026 à 13 h 00, au local J-1187.

APPUI AU MOUVEMENT COLLECTIF DES ÉTUDIANT·E·S CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LA PRÉCARITÉ DANS LE RÉSEAU DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RÉSOLUTION 26-DCSP-265.8

ATTENDU les revendications de la campagne contre l'austérité menée par la Coalition de résistance pour l'unité étudiante syndicale (CRUES);

ATTENDU que les revendications de cette campagne incluent une demande de réforme de l'aide financière aux études et de refinancement des institutions d'enseignement;

ATTENDU la crise du logement qui sévit de manière plus marquée depuis la pandémie de la Covid-19 et qui met en évidence la grave pénurie de logements sociaux et accessibles financièrement et qui affecte au premier chef les personnes à faible et à modeste revenu, comme les étudiantes et les étudiants;

ATTENDU les conditions d'endettement et de précarité financière frappant les étudiantes et étudiants, du fait entre autres de la crise du logement et de la hausse du prix des aliments;

ATTENDU les effets délétères des facteurs ci-dessus sur les conditions d'études de la population étudiante de l'UQAM, y compris celles des personnes étudiantes internationales (https://travailsocial.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/57/2025/06/Precarite_financiere_ETS_UQAM.pdf);

ATTENDU que le manque de financement des universités et collèges engendre des problèmes majeurs d'entretien des infrastructures, dont l'état des résidences étudiantes et des bâtiments, à l'UQAM comme ailleurs, porte la trace;

ATTENDU les principes d'accessibilité aux études pour toutes et tous, actuellement menacés par le sous-financement chronique des universités, qui compromet la capacité à garantir à la population étudiante des conditions d'études humaines et sécuritaires, ainsi qu'un environnement psychologiquement favorable à sa réussite (https://bci-qc.ca/wp-content/uploads/2026/04/2026-04-10_bci-communique_etude-fortin_fevr-2026.pdf)

ATTENDU que le manque de financement des universités crée une surcharge de travail pour les enseignant.es comme pour le personnel de soutien;

ATTENDU les conséquences néfastes de cette situation pour les conditions d'étude et de travail dans l'enseignement supérieur;

ATTENDU le soutien de la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) aux revendications de la CRUES;

ATTENDU que six des sept associations étudiantes facultaires de l'UQAM ont déclenché une grève au cours de la semaine du 9 novembre, incluant les étudiantes et étudiants de l'Association facultaire de langues et communication (AFELC), comme plus 50 000 autres, à travers le Québec, afin d'appuyer les revendications de la CRUES;

IL EST PROPOSÉ par Mélanie Millette, appuyé par Thomas Maxwell, que l'assemblée départementale :

APPUIE la mobilisation des étudiantes, étudiants de l'UQAM et du Québec dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'études;

APPUIE la demande d'un réinvestissement à la hauteur des besoins réels du milieu universitaire pour permettre la pleine réalisation de sa mission d'intérêt public au service de la société québécoise.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Copie conforme :
Le 19 novembre 2026

Vincent Fournier
Directeur

VF/nr